

RÉGIME DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET DES MILITAIRES DE L'ÉTAT

MISE EN PLACE DU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Dans l'histoire de la protection sociale en France, la mise en place d'un régime de retraite en direction des fonctionnaires figure parmi les premières initiatives marquantes.

Le régime actuel trouve en effet son origine au XIX^e siècle avec la création d'un régime spécial pour les officiers de l'armée, suivie d'un régime à destination des fonctionnaires civils.

Loi du 1^{er} juin 1853

Initialement scindée en deux régimes de retraite distincts, la loi du 14 avril 1924 est à l'origine de l'unification des pensions civiles et militaires.

Bien que couramment nommé "régime général des retraites", il s'agit bien d'un régime spécial, par opposition à l'assurance vieillesse du régime général de Sécurité sociale.

Cette dénomination s'explique par le fait que la réglementation de la plupart des régimes spéciaux (la CNRACL, le FSPOEIE pour les ouvriers d'État, la SNCF, le régime des Marins, la Banque de France) est calquée sur celle du régime des fonctionnaires de la fonction publique d'État. En 2003, une réforme en a profondément modifié les règles. Cette réforme a modifié conjointement le régime des pensions civiles et militaires, de la CNRACL et le FSPOEIE. Les autres régimes spéciaux ont tous, à quelques exceptions près, évolué dans les années qui ont suivi, voire disparu au gré des réformes successives, notamment en 2020 (SNCF) et 2023 (IEG, RATP, Clercs et employés de notaires, Banque de France, membres du CESE). Ces réformes successives concourent à une harmonisation des régimes de retraite dans leur évolution. Elles prévoient en effet le prolongement de l'activité des actifs pour faire face à l'allongement de l'espérance de vie (détermination d'une durée d'assurance minimale, principe de décote-surcote...).

GESTION DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT

Processus de réforme engagé

Le traitement d'un dossier de retraite peut être constitué de plusieurs étapes, à savoir :

- le recueil des données de la carrière de l'agent par l'employeur dont celui-ci relève lors de sa possible admission à la retraite ;
- le dossier de retraite ainsi constitué est transmis au service des pensions du ministère de tutelle en vue de procéder à la préliquidation des droits ;
- le service des pensions du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique contrôle les données fournies par le service des pensions des différents ministères et concède définitivement le titre de pension à l'agent ;
- le paiement des pensions est effectué par les services régionaux de pension, services constitués au sein des trésoreries générales de région.

La Cour des comptes remet en septembre 2007 un rapport à la commission des finances du Sénat, dans lequel sont analysées les gestions des pensions de l'État. Elle estime que « cet éclatement de la chaîne des pensions » contribue à la dispersion persistante des responsabilités et au retard pris dans la rationalisation des systèmes d'information. La Cour émet donc des propositions de réforme de la chaîne de traitement des retraites de l'État.

Au début de l'année 2008, le ministère du Budget et de la Fonction publique transmet à l'Inspection des finances une lettre de mission sur le mode de gestion des régimes de retraite des fonctionnaires. L'objectif poursuivi est la modernisation du processus de gestion des retraites des fonctionnaires de l'État et des militaires, en vue d'améliorer la qualité du service pour les agents.

Parmi les pistes évoquées figure celle de la création d'une caisse de retraite centrale des fonctionnaires, regroupant les agents de l'État, de la fonction publique territoriale et hospitalière.

Création du Compte Individuel Retraite (CIR)

En amorce de la démarche de modernisation dans la gestion des retraites, un Compte Individuel Retraite (CIR) est constitué en 2007. Il comporte un ensemble de données relatives à la carrière de l'agent, nécessaires aux différentes opérations de liquidation et concession de la pension. Le compte individuel retraite des agents est alimenté par les déclarations faites annuellement par les services chargés de la gestion des ressources humaines de chaque administration et établissement public de l'État.

Objectif : le droit à l'information

La création du CIR fait directement suite à la réforme des retraites engagée en 2003. L'article 10 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a en effet institué le droit, pour toute personne, d'obtenir une information régulière sur l'ensemble des droits qu'elle s'est constitués dans les régimes de retraite légalement obligatoires. Cette information revêt deux formes :

- un Relevé Individuel de Situation (RIS) qui contient une information consolidée des droits acquis dans tous les régimes de retraite obligatoires auxquels l'assuré est affilié ou a été affilié.

Ce relevé est délivré, soit à la demande de l'assuré, soit à l'initiative des régimes et, dans ce second cas, selon une périodicité quinquennale (année des **35, 40, 45 et 50 ans**) ;

- une Estimation Indicative Globale (EIG) du montant de chaque pension, délivrée à l'initiative des régimes et compte tenu des droits acquis et projetés à des dates fixes : date de départ au plus tôt à la retraite (**62 ans**), date d'atteinte du taux plein dans chaque régime, date de départ au plus tard (**67 ans**). L'estimation est délivrée à l'âge de **55 ans**, puis tous les **5 ans** jusqu'à la mise à la retraite de l'assuré.

A noter que dans le cadre des estimations issues du droit à l'information, il n'est pas tenu compte des situations particulières et des possibilités de départ anticipé telles que la catégorie active, les carrières longues, le départ en raison du handicap ou des enfants.

Pour la mise en œuvre du CIR, une convention relative à la fourniture des informations pour alimenter les comptes individuels de retraite entre un employeur partenaire et le service des pensions a été fixée suite aux mises au point avec tous les employeurs partenaires par courrier du 22 avril 2008 du secrétariat général du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique, et de la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Ces informations visent à :

- identifier de manière certaine les titulaires des comptes individuels de retraite ;
- permettre l'établissement de relevés de carrière complets ;
- déterminer et rassembler les éléments de droit pris en compte (durée d'assurance, services, bonifications, majorations de durée d'assurance, etc.) et calculer une estimation du montant de pension à certaines dates clés (âge de départ au plus tôt, âge d'atteinte du taux plein et âge de départ au plus tard).

Les dispositions de l'article R. 65 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ont été modifiées en conséquence.

MAJORATIONS DE PENSION

MAJORATION POUR ENFANTS

Une majoration est accordée au fonctionnaire, homme ou femme, à partir du troisième enfant.

Pour avoir droit à cet avantage supplémentaire, les enfants doivent avoir été élevés par l'intéressé pendant **9** ans au moins, soit avant leur **16^e** anniversaire, soit avant l'âge où ils ont cessé d'être à charge au sens des prestations familiales de Sécurité sociale.

Pour satisfaire cette condition de durée, il sera tenu compte, le cas échéant, du temps pendant lequel les enfants auront été élevés par le conjoint après le décès du titulaire.

Exception à la condition d'éducation pour un enfant « mort pour la France »

Un recours est formulé à l'encontre d'une décision refusant à l'intéressé le bénéfice de la majoration pour enfant, au motif que celui-ci n'avait pas élevé ses trois enfants pendant **9** ans avant l'âge de **16** ans, sur la base notamment du caractère supposé discriminant des dispositions prévoyant une exception à la condition d'éducation pour les enfants décédés par faits de guerre.

Article L. 18, III, du Code des pensions civiles et militaires

Le Conseil d'État a jugé que les dispositions en cause ne constituaient pas une atteinte aux biens ni une discrimination au sens de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 1^{er} du protocole additionnel à la convention. Elles reposent en effet sur des critères objectifs et rationnels en rapport avec les buts de la loi : « [...] le législateur, en créant une exception à l'exigence de durée d'éducation énoncée au III de l'article L. 18 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, concernant les enfants décédés par faits de guerre, a entendu tenir compte de la circonstance particulière de l'engagement de l'État dans un conflit armé, et s'est fondé sur des critères objectifs et rationnels en rapport avec les buts de la loi ; que, dès lors, le requérant n'est pas fondé à soutenir que les dispositions de l'article L. 18 du Code des pensions civiles et militaires de retraite porteraient une atteinte disproportionnée au droit au respect de leurs biens ou méconnaîtraient le principe de non-discrimination dans le droit au respect des biens qui résulte des stipulations combinées de l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article premier du premier protocole additionnel à la Convention [...] ».

Arrêt CE n° 301599 du 8 avril 2009

Enfants à charge au sens des prestations familiales

Est considéré à charge, au sens des prestations familiales :

- tout enfant jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, soit jusqu'au **16^e** anniversaire ;
- après la fin de l'obligation scolaire et jusqu'à l'âge de **20** ans, quelle que soit la situation de l'enfant à charge.

Articles L. 512-3 du Code de la Sécurité sociale modifié par la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la Sécurité sociale pour 2000 - JO du 30 décembre

Le législateur en faisant référence aux articles L.512-3 et R.512-2 du Code de la Sécurité sociale a entendu ne pas fixer systématiquement à l'âge de 16 ans la limite d'âge de tous les enfants mais a prévu de retenir l'âge maximum de 20 ans. D'autre part, il existe des situations où l'âge de 16 ans ne permet pas de prendre en compte certains enfants (enfants du conjoint, recueillis, adoptés).

C'est pourquoi, il est également fait référence à la notion de charge d'enfant au sens des prestations familiales qui permet de reculer jusqu'au 20^{ème} anniversaire l'examen de cette conditions.

À compter de 16 ans, un enfant est considéré comme à charge tant qu'il ne perçoit pas une rémunération supérieure à 55 % du SMIC calculée sur la base de 169 heures par mois. Ainsi, les périodes pendant lesquelles l'enfant n'ouvre pas droit aux prestations familiales, en raison de la perception d'une rémunération supérieure au plafond, ne peuvent être prise en compte pour l'appréciation des 9 ans requise pour l'ouverture du droit à majoration de pension.

Article R. 512-2 du Code de la sécurité sociale

Lorsque la preuve des 9 ans n'est pas parfaite avant le 16^e anniversaire de l'enfant, la preuve de la date à laquelle ce dernier a cessé d'être à charge sera apportée par la production :

- soit d'une pièce attestant qu'il ouvre droit aux prestations familiales ;
- soit d'un certificat de scolarité ;
- soit d'un contrat d'apprentissage ou de stage au titre de la formation professionnelle ;
- soit d'un certificat médical pour l'enfant atteint d'une infirmité, d'une maladie chronique, et pour celui qui a dû interrompre ses études pour maladie, soit d'un diplôme ou d'une attestation de bourses pour les enfants scolarisés.

Un avis d'imposition n'est pas suffisant pour prouver que l'enfant était à charge fiscalement à une date donnée au sens de la législation sur les prestations sociales.

La seule inscription à des cours par correspondance d'enfant en âge d'être scolarisés n'apporta pas la preuve que ces enfants se soumettent à l'obligation scolaire et ne peut permettre l'attribution des prestations familiales.

Mise à jour de la documentation juridique de la CNRACL en date du 21 décembre 2022

Le relèvement à l'âge de 20 ans pour rechercher la durée pendant laquelle l'agent a élevé l'enfant, est applicable depuis le 1^{er} janvier 2000 au titre des enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1980. La majoration est attribuée sans condition pour les enfants décédés par faits de guerre.

Les enfants décédés avant l'âge de **16** ans ouvrent droit à majoration sous réserve qu'ils aient été élevés pendant **9** ans au moins.

La notion d'enfant décédé par « faits de guerre » a été supprimée par l'article 6 - 2° du décret n°2023-799 du 21 août 2023.

Article L. 18-III du Code des pensions civiles et militaires

Article 24-III - Décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 - JO du 30 décembre

Enfants ouvrant droit à la majoration

Ouvrent droit à cette majoration :

- les enfants légitimes, les enfants naturels dont la filiation est établie et les enfants adoptifs du titulaire de la pension ;
- les enfants du conjoint issus d'un mariage précédent, ses enfants naturels dont la filiation est établie et ses enfants adoptifs ;
- les enfants ayant fait l'objet d'une délégation de l'autorité parentale en faveur du titulaire de la pension ou de son conjoint ;
- les enfants placés sous tutelle du titulaire de la pension ou de son conjoint, lorsque la tutelle s'accompagne de la garde effective et permanente de l'enfant ;
- les enfants recueillis à son foyer par le titulaire de la pension ou son conjoint qui justifie, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État, en avoir assumé la charge effective et permanente.

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE OU ÂGE DE LIQUIDATION

ÂGE D'ADMISSION À LA RETRAITE OU ÂGE DE LIQUIDATION

Définition de l'âge de liquidation

L'âge de liquidation est l'âge minimum à partir duquel un fonctionnaire peut faire valoir ses droits à la retraite. Il varie en fonction de la catégorie dans laquelle sont classés les services pris en compte dans la constitution du droit à pension.


Rappelons qu'il s'agit ici des catégories d'emploi sédentaire, active et insalubre valables pour la retraite, et non des catégories A, B, C liées à la structure des carrières.

Âges de liquidation antérieurs à la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

Ainsi, la jouissance de la pension est immédiate pour les fonctionnaires qui, à la date de radiation des cadres ont atteint :

- soit l'âge de **60** ans s'ils sont nés avant le 1^{er} juillet 1951 ;
- soit l'âge de **55** ans s'ils sont nés avant le 1^{er} juillet 1956, et s'ils ont accompli **15** ans de services actifs.

RELÈVEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE DANS LE CADRE DE LA LOI DU 9 NOVEMBRE 2010 PORTANT RÉFORME DES RETRAITES ET DE LA LOI DU 14 AVRIL 2023

 Conditions d'application de la loi du 9 novembre 2010 des dispositions relatives au relèvement de l'âge de liquidation

Un agent, née en septembre 1954, qui a demandé un départ volontaire entraînant sa radiation des cadres avant qu'elle ait atteint l'âge d'ouverture de droit, en 2009, ne peut bénéficier des règles en vigueur à la date de sa radiation. L'avant dernier alinéa de l'article L.25 du Code des Pensions civiles et militaires prévoit en effet que les règles de liquidation de la pension sont celles en vigueur au moment de sa mise en paiement, soit à compter du 1^{er} juillet 2011. Elle est par conséquent concernée par le relèvement de l'âge de liquidation.

Arrêt CE n° 365462 du 14 mai 2014

Possibilité de faire annuler sa demande de pension ou sa pension, formulée avant le 1^{er} septembre 2023

Entre le 5 juin et le 31 octobre 2023, un agent ayant déposé une demande pension avant le 1^{er} septembre 2023, entrant en jouissance à compter de cette même date, a la possibilité de réclamer l'annulation de sa pension ou de sa demande de pension. Le choix peut être effectué du fait notamment de l'évolution des paramètres de calcul de la pension, en particulier de l'augmentation du nombre de trimestres requis pour liquidation sa pension au taux maximum.

Âge de droit commun

L'âge minimum de liquidation des fonctionnaires est déterminé en référence à l'article L. 161-17-2 du Code de la Sécurité sociale relatif à l'âge d'ouverture de droit à pension au régime général. Il est fixé à **62 ans** pour les agents nés à partir du 1^{er} janvier 1956, et à 64 ans pour ceux nés à compter du 1^{er} janvier 1968.

Pour les agents nés entre le 1^{er} juillet 1951 et les 31 décembre 1955, l'âge de liquidation est relevé progressivement, à raison de **4 mois** pour la 1^{re} génération, puis de **5 mois** à chaque génération, de la manière suivante :

Pour les assurés nés à partir du	Décalage de l'âge de départ	Âge minimum d'ouverture de droit après réforme
1 ^{er} juillet 1951	4 mois	60 ans et 4 mois
1 ^{er} janvier 1952	9 mois	60 ans et 9 mois
1 ^{er} janvier 1953	1 an et 2 mois	61 ans et 2 mois
1 ^{er} janvier 1954	1 an et 7 mois	61 ans et 7 mois
1 ^{er} janvier 1955	2 ans	62 ans

Pour les fonctionnaires nés entre le 1^{er} septembre 1961 et le 31 décembre 1967, l'âge de liquidation est relevé progressivement, à raison de trois mois par génération, de la manière suivante :

Pour les assurés nés :	Décalage de l'âge de départ	Age minimum d'ouverture de droit après réforme
Entre le 1er septembre et le 31 décembre 1961	3 mois	62 ans 3 mois
En 1962	3 mois	62 ans 6 mois
En 1963	3 mois	62 ans 9 mois
En 1964	3 mois	63 ans
En 1965	3 mois	63 ans 3 mois
En 1966	3 mois	63 ans 6 mois
En 1967	3 mois	63 ans 9 mois
A compter de 1968	3 mois	64 ans

Article D.161-2-1-9 – Code de la Sécurité sociale, modifié par l'article 1 du décret n°2023-436 du 3 juin 2023

Âges applicables pour la catégorie active

Relèvement progressif selon l'année de naissance

L'âge applicable aux agents justifiant d'une durée minimale de services actifs, ainsi que la durée des services actifs requise, sont également relevés de **2 ans**. Les conditions requises pour les agents nés à compter du 1^{er} janvier 1961 sont :

- **57 ans** ;
- et **17 ans** de services actifs.

MISE À LA RETRAITE POUR INVALIDITÉ

RECONNAISSANCE DE L'INVALIDITÉ

RÔLE DU CONSEIL MÉDICAL

A compter du 12 mars 2022, est instaurée une nouvelle instance, le conseil médical, qui se substitue au comité médical et à la commission de réforme. La fusion de ces deux acteurs en matière d'appréciation de l'aptitude physique des agents a pour objectif de faciliter la prise en charge médicale des personnels pour accélérer les procédures nécessaires au traitement de leurs situations tout en garantissant le secret médical. Des conseils médicaux sont ainsi institués aux différents niveaux de l'administration :

- conseils médicaux ministériels ;
- conseils médicaux départementaux ;
- conseils médicaux auprès d'établissements publics si l'importance de ces effectifs le justifie

Le conseil médical se réunit soit en formation plénière, soit en formation restreinte.

Formation restreinte

Compétences

Le conseil médical réunit en formation plénière est consulté pour avis sur les questions relatives à l'octroi des congés statutaires pour maladie, à la réintégration du fonctionnaire à l'expiration de ces droits, aux situations de mise en disponibilité d'office et au reclassement de l'agent.

Formation plénière

Compétences

Le conseil médical est saisi en formation plénière sur les questions relatives à 'imputabilité au service, notamment dans les cas suivants :

- lorsqu'une faute personnelle ou tout autre circonstance particulière est potentiellement de nature à détacher l'accident du service ;
- lorsqu'un fait personnel du fonctionnaire ou tout autre circonstance particulière étrangère notamment aux nécessités de la vie courante est potentiellement de nature à détacher l'accident du service ;
- lorsque l'affection résulte d'une maladie contractée en service.

Article 47-6 – Décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires

- détermination du taux d'incapacité permanente de l'agent, compte tenu du barème indicatif d'invalidité annexé au décret n° 68-756 du 13 août 1968.

Article 47-8 – Décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires

- en cas d'application des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et du décret n° 2003-1306 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la CNRACL sur la retraite pour invalidité, à l'exception des dispositions suivantes :
 - attribution de la majoration tierce personne ;
 - cas de départ à la retraite de manière anticipée par rapport à l'âge légal en cas d'infirmité maladie incurable du fonctionnaire ou de son conjoint le plaçant dans l'impossibilité d'exercer une quelconque profession, sous réserve que le fonctionnaire ait accompli au moins quinze ans de services ;
 - attribution de la pension d'orphelin en cas de décès du fonctionnaire ou du retraité à un enfant âgé de plus de **21** ans, qui se trouvait à la charge effective de ce dernier par suite d'une infirmité permanente les mettant dans l'impossibilité de gagner leur vie.

DROITS À LA RETRAITE - POUVOIR DE DÉCISION

Dans la fonction publique de l'État

Décision du ministre de tutelle et du ministre des finances

La réalité des infirmités invoquées, la preuve de leur imputabilité au service, le taux d'invalidité qu'elles entraînent, l'incapacité permanente à l'exercice des fonctions sont appréciés par le conseil médical selon des modalités qui sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Le pouvoir de décision appartient, dans tous les cas, au ministre dont relève l'agent et au ministre des finances.

Pour cela et sauf dispositions contraires, notamment celles relatives au secret professionnel, tous renseignements médicaux ou pièces médicales dont la production est indispensable pour l'examen des droits à une pension ou rente d'invalidité, pourront être communiqués sur leur demande aux services administratifs placés sous l'autorité des ministres auxquels appartient le pouvoir de décision et dont les agents sont eux-mêmes tenus au secret professionnel.

Article L. 31 du Code des pensions civiles et militaires

Le Conseil d'Etat a jugé que le ministre dont relevait l'agent, peut seul refuser de reconnaître l'imputabilité au service, la commission de réforme, saisie à deux reprises dans le cas objet du pourvoi en cassation, ayant par ailleurs émis un avis négatif. Une décision conjointe du ministre dont relève l'agent et du ministre des finances est nécessaire, lorsqu'elle a pour conséquence d'impliquer une charge pour les finances publiques, soit en cas de reconnaissance de l'imputabilité au service, donnant droit au bénéfice supplémentaire d'une rente viagère d'invalidité.

Arrêt CE n° 362482 du 1^{er} octobre 2014

Un tribunal administratif condamne l'employeur qui, sur avis favorable de la commission de réforme, prend la décision de mettre un agent à la retraite pour invalidité en raison de son inaptitude définitive à la reprise des fonctions, s'estimant lié par l'avis de la commission de réforme. Le jugement prévoit la réintégration de l'agent et la reconstitution de sa carrière, ainsi que le versement d'une somme au titre du préjudice subi par l'agent. La cour d'appel annule ce jugement considérant que l'agent n'a apporté aucun élément visant à contredire l'appréciation de la commission de réforme d'une part, et considérant que si l'employeur avait usé de son pouvoir d'appréciation, la décision de mise à la retraite aurait pu être légalement prise.

CAA de Lyon, 5^e ch., n° 17LY03319 du 7 mars 2019

FINANCEMENT DE L'ASSURANCE VIEILLESSE

COTISATION VIEILLESSE

Chaque salarié assujéti au régime général de la Sécurité sociale cotise au titre de l'assurance vieillesse.

La cotisation vieillesse plafonnée est fixée à **17,87** % :

- **8,55** % à la charge de l'employeur ;
- **6,90** % à la charge du salarié.

La cotisation vieillesse déplafonnée est fixée à :

- **2,02** % à la charge de l'employeur ;
- **0,40** % à la charge du salarié.

Décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014

GÉNÉRALITÉS

À compter du 1^{er} novembre 2012

	Sur la rémunération plafonnée (plafond Sécurité sociale)		Sur la totalité des rémunérations	
	Employeur	Salarié	Employeur	Salarié
Jusqu'au 31/10/2012	8,30 %	6,65 %	1,6 %	0,1 %
Du 01/11/2012 au 31/12/2013	8,40 %	6,75 %	1,6 %	0,1 %
Du 01/01/2014 au 31/12/2014	8,45 %	6,80 %	1,75 %	0,25 %
Du 01/01/2015 au 31/12/2015	8,50 %	6,85 %	1,80 %	0,30 %
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	8,55 %	6,90 %	1,85 %	0,35 %
À compter du 01/01/2017	8,55 %	6,90 %	1,90 %	0,40 %
À compter du 01/01/2024	8,55 %	6,90 %	2,02 %	0,40 %

Article D. 242-4 du Code de la Sécurité sociale

APPLICATION DU PLAFOND SÉCURITÉ SOCIALE POUR LES SALARIÉS À TEMPS PARTIEL

Abattement d'assiette pour les salariés à temps partiel

En application de l'article L. 242-8 du Code de la Sécurité sociale, pour le calcul des cotisations plafonnées des salariés employés à temps partiel au sens de l'article L. 212-4-2 du Code du travail, il est opéré un abattement d'assiette compensant la différence entre le montant des cotisations dues et le montant des cotisations qui serait dû pour une durée du travail à temps complet.

Pour le calcul de cet abattement, l'article R. 242-9 du Code de la Sécurité sociale dispose qu'il doit être tenu compte de la «*rémunération que le salarié aurait perçue s'il avait été employé à temps complet*».

Reconstitution du salaire à temps complet

Le décret du 26 août 2004 complète l'article R. 242-7 du Code de la Sécurité sociale qui précise désormais la durée du travail et les éléments de rémunération à prendre en compte pour reconstituer la rémunération à temps complet.

Éléments de rémunération

Doivent être pris en compte tous les éléments de rémunération entrant, en application de l'article L. 242-1 du Code de la Sécurité sociale, dans l'assiette des cotisations de Sécurité sociale.

Durée du travail

Aux termes de l'article R. 242-7 alinéa 2 du Code de la Sécurité sociale, la durée de travail prise en compte correspond à la durée légale du travail ou, si elle est inférieure, à la durée conventionnelle fixée pour la branche ou l'entreprise ou à la durée applicable dans l'établissement, exprimée en jours ou en heures.

La formule de calcul de la rémunération à temps complet d'un salarié à temps partiel s'établit donc comme suit :

$$\frac{\text{Rémunération T. Partiel} \times \text{durée légale (1)}}{\text{Nombre d'heures rémunérées pour la même période}}$$

⁽¹⁾ Ou si elle est inférieure, durée conventionnelle ou durée applicable dans l'établissement

Lettre circulaire ACOSS n° 2004-136 du 8 octobre 2004

La cour de cassation confirme que l'application de l'abattement de plafond est subordonnée à la production d'un état faisant apparaître le nombre d'heures accomplies, cet abattement n'est pas applicable aux salariés bénéficiant d'une convention de forfait en jours.

Cass 2^e Civ 1^{er} décembre 2011 - Sté Biomnis/ URSSAF du Rhône

Cass 2^e Civ QPC 11 juillet 2013

Règle applicable à compter du 1^{er} avril 2021

Le plafond applicable aux salariés soumis à un régime de forfait annuel en jours dont la durée est inférieure à **218 jours** sur l'année, peut également être réduit, dans les mêmes conditions.

BOSS, Assiette générale, § 830, 1^{er} avril 2021

La formule applicable est alors la suivante : **valeur mensuelle du plafond x (durée du forfait en jours/218 jours)**.

Le recours à cette possibilité implique de recueillir, par tout moyen, le consentement du salarié concerné.

Source BOSS (bulletin officiel de la Sécurité sociale)

Exemple

Pour un salarié dont le forfait annuel est fixé à 215 jours, le plafond est ajusté en application de la formule suivante :

Plafond mensuel x (215 / 218).

Le plafond des salariés en forfait jours « réduits (inférieur à 218 jours) peut être proratisé comme pour les salariés à temps partiels.

Cette mesure est applicable pour les périodes d'emploi courant à compter du 1^{er} janvier 2021.

Source boss.gouv

Le salarié à temps partiel et l'employeur ont la possibilité de renoncer à cet ajustement du plafond pour cotiser, sans réduction de plafond, comme si le salarié travaillait à temps plein

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

BÉNÉFICIAIRES

La faculté de s'assurer volontairement pour les risques invalidité et vieillesse est accordée aux personnes qui, ayant été affiliées obligatoirement (soit à titre personnel, soit à titre d'ayant droit), pendant une durée de **6** mois au régime général de Sécurité sociale, au régime des assurances sociales agricoles ou à un régime spécial, cessent de remplir les conditions de l'assurance obligatoire. La demande d'adhésion doit être formulée dans un délai de **6** mois.

Article R. 742-1 du Code de la Sécurité sociale

Décret n° 92-461 du 19 mai 1992

La même faculté est accordée, pour les mêmes risques, aux personnes qui, sans recevoir de rémunération, remplissent effectivement les fonctions et obligations de la tierce personne auprès de leur conjoint ou d'un membre de leur famille infirme ou invalide médicalement reconnu être dans l'obligation d'avoir recours, pour accomplir les actes ordinaires de la vie, à l'assistance constante d'une tierce personne.

La personne qui remplit les fonctions de tierce personne doit faire sa demande dans les **10** ans à partir :

- soit du début de son activité au service du membre de sa famille invalide ;
- soit de la fin de son affiliation à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Bénéficiaires risque invalidité

Peuvent adhérer à l'assurance volontaire pour le risque invalidité les personnes relevant de l'assurance vieillesse du régime général de Sécurité sociale.

Article R. 742-9 du Code de la Sécurité sociale

Bénéficiaires risque vieillesse

Pour les risques vieillesse veuvage, peuvent adhérer à l'assurance volontaire :

- le parent chargé de famille qui ne relève pas, à titre personnel, d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse et qui se consacre à l'éducation d'au moins un enfant à charge âgé de moins de **20** ans à la date de demande d'adhésion ;
- la personne chargée de famille qui exerce une activité professionnelle, salariée ou non salariée, cesse d'être affiliée à l'assurance volontaire. Toutefois, l'assuré volontaire qui cesse de remplir la condition de situation de famille (se consacrer à l'éducation d'un enfant âgé de moins de **20** ans) peut rester affilié à l'assurance volontaire ;
- la personne ayant bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux pour la période au cours de laquelle elle cesse toute activité professionnelle.

Anciens assurés obligatoires

Les anciens assurés obligatoires qui désirent bénéficier de l'assurance sociale volontaire doivent adresser leur demande à la caisse primaire d'assurance-maladie dans la circonscription de laquelle est située leur résidence.

Article R. 742-2 du Code de la Sécurité sociale

Ces personnes doivent, à l'appui de leur demande, justifier qu'elles relevaient depuis au moins **6** mois de l'assurance sociale obligatoire soit à titre personnel, soit à titre d'ayant droit, par la production de la carte d'immatriculation d'assuré social et des derniers bulletins de paie comportant l'indication du précompte ou, à défaut de bulletin de paie, de toute autre pièce en tenant lieu.

Article R. 742-3 du Code de la Sécurité sociale

Les personnes chargées de famille doivent remplir les mêmes formalités.

En cas de résidence à l'étranger, l'affiliation s'effectue via la CFE (Caisse des français de l'étranger).

Tierce personne

La demande est adressée à la caisse primaire d'assurance-maladie dont relève le demandeur.

Elle comporte obligatoirement une déclaration signée du demandeur et attestant, sur l'honneur, que celui-ci assume effectivement auprès de son conjoint ou d'un membre de sa famille infirme ou invalide, sans recevoir de rémunération, les fonctions et obligations de tierce personne.

Article R. 742-11 du Code de la Sécurité sociale

Le demandeur doit en outre fournir les justifications suivantes :

- une pièce justifiant de sa qualité de conjoint, d'ascendant, de descendant, de collatéral jusqu'au **3^e** degré ou d'allié au même degré de l'infirm ou de l'invalidé à l'assistance duquel il consacre son activité ;
- une fiche d'état civil ;
- une attestation de domicile ;
- tout document de nature à établir que l'infirm ou l'invalidé est dans l'obligation d'avoir recours pour accomplir les actes ordinaires de la vie à l'assistance constante d'une tierce personne, notamment :
- soit une pièce délivrée par le service ou l'organisme compétent attestant que l'intéressé est bénéficiaire d'une allocation ou majoration pour tierce personne servie au titre d'un régime social législatif ou réglementaire,
- soit une décision de la commission de l'éducation spéciale ou de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.

Article R. 742-12 du Code de la Sécurité sociale

La caisse primaire d'assurance-maladie apprécie, sur avis du service du contrôle médical, si l'infirm ou l'invalidé est dans l'obligation d'avoir recours pour accomplir les actes ordinaires de la vie à l'assistance constante d'une tierce personne.

Article R. 742-13 du Code de la Sécurité sociale

PÉRIODES COTISÉES

Le nombre de trimestres validés est au maximum de **4** par année.

VALIDATION DES PÉRIODES COTISÉES

- **du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1945**

La cotisation sert de référence pour la validation des trimestres cotisés.

- **du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1935**

Il est validé autant de trimestres que l'assuré a versé de fois **60** cotisations journalières, pendant la même période, le nombre de trimestres validés étant limité à **22**.

- **du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1941**

Il est validé un trimestre chaque fois que sur le compte figurent **30** AF (Anciens Francs). La validation est effectuée trimestre par trimestre.

- **du 1^{er} janvier 1942 au 31 décembre 1945**

Il est validé autant de trimestres que pendant cette période l'assuré a versé de fois **30** AF de cotisations. La régularisation est annuelle (avec un maximum de **4** trimestres par année civile).

- **depuis le 1^{er} janvier 1946**

Le salaire réellement soumis à cotisations vieillesse sert de référence pour la validation des trimestres cotisés.

- **du 1^{er} janvier 1946 au 31 décembre 1948**

Il est compté autant de trimestres que le salaire annuel soumis à cotisation représente de fois **1 800** AF avec un maximum de **4** trimestres par année civile.

- **du 1^{er} janvier 1949 au 31 décembre 1971**

Il est compté autant de trimestres que le salaire annuel soumis à cotisation représente de fois le montant trimestriel de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS) en vigueur au premier janvier de l'année considérée.

- **du 1^{er} janvier 1972 au 31 décembre 2013**

Il est validé autant de trimestres que le salaire annuel soumis à cotisation représente de fois **200** heures de SMIC horaire en vigueur au premier janvier de l'année considérée (avec maximum d'une validation de **4** trimestres par an).

☞ Lorsque l'année de cessation d'activité correspond à l'année de liquidation de la pension, le nombre de trimestres validés est limité au nombre de trimestres civils entièrement cotisés.

En effet, les cotisations sont arrêtées au dernier jour du trimestre précédant la date prévue pour l'entrée en jouissance de la pension.

Article R. 351-1 du Code de la Sécurité sociale

▪ **pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2014**

Le salaire de référence correspondant à **200** heures de SMIC de l'année considérée.

▪ **à partir du 1^{er} janvier 2014**

L'article L. 351-2 du Code de la Sécurité sociale

Article R. 351-9 du Code de la sécurité sociale (Décret n° 2014-349 du 19 mars 2014)

« Les périodes d'assurance ne peuvent être retenues, pour la détermination du droit à pension ou rente que si elles ont donné lieu au versement d'un minimum de cotisations au titre de l'année civile au cours de laquelle ces périodes d'assurance ont été acquises.

Pour la période postérieure au 31 décembre 2013, il y a lieu de retenir autant de trimestres que le salaire annuel correspondant aux retenues subies par l'assuré sur sa rémunération représente de fois le montant du salaire minimum de croissance en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée calculé sur la base de **150 heures**, avec un maximum de quatre trimestres par année civile. »

Pour 2025 : 11,88 x 150 = 1 782 €

Article 25 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014

PÉRIODES VALIDÉES SUR PRÉSUMPTION

La validation sur présomption concerne les périodes de travail pour lesquelles les cotisations ou les salaires n'ont pas été reportés au compte de l'assuré. Ces périodes lacunaires peuvent être validées s'il existe des présomptions graves, précises et concordantes que des cotisations ont été précomptées sur les salaires.

Circulaire CNAV 35/80 du 21 mars 1980

Les périodes de chômage avant le 1^{er} janvier 1980 pour lesquelles l'assuré ne peut pas produire de justificatifs, peuvent également être validées sur présomptions.

Circulaire CNAV 35/82 du 05 avril 1982

Notion de présomption

La présomption peut être issue de l'environnement, de la production de bulletins de salaires, ou de l'indemnisation par l'assurance-maladie. Les présomptions retenues ne doivent pas être en contradiction avec une preuve directe.

PENSION PAYÉE

MINIMUM DES PENSIONS

La retraite à taux plein peut être augmentée de la majoration due au titre du minimum contributif. Ce minimum comprend :

- le minimum calculé compte tenu de la durée d'assurance ;
- la majoration pour périodes cotisées. La majoration pour périodes cotisées entière est égale à la différence entre le minimum contributif entier majoré et le minimum contributif entier non majoré. Elle est attribuée si l'assuré réunit une durée d'assurance cotisée d'au moins **120 trimestres**.

Le montant calculé de la retraite est comparé au minimum si l'assuré a demandé toutes ses retraites personnelles à l'ensemble des régimes de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des organisations internationales. Le total de ces retraites personnelles ne doit pas dépasser **le plafond autorisé (1 394,86 €) pour le minimum contributif**.

Les données collectées lors des échanges inter-régimes (EIRR) sont utilisées pour vérifier l'attribution et le montant des retraites de l'intéressé.

Circulaire CNAV 2014/39 du 12/06/2014 § 1

Le montant minimum auquel est portée la pension vieillesse liquidée au taux plein et correspondant à une durée d'assurance au régime général d'au moins **150 trimestres** (voire **172 trimestres** suivant l'année de naissance) est fixé à **8 972,30 €** par an à compter du 1^{er} janvier 2025.

La majoration pour périodes cotisées entière est égale à la différence entre le minimum contributif entier majoré et le minimum contributif entier non majoré. Elle est attribuée si l'assuré réunit une durée d'assurance cotisée d'au moins **120 trimestres**. Le montant calculé de la retraite est comparé au minimum si l'assuré a demandé toutes ses retraites personnelles à l'ensemble des régimes de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des organisations internationales. Le total de ces retraites personnelles ne doit pas dépasser le plafond autorisé (**1 384,86 €** au 1^{er} janvier 2025) pour le minimum contributif. Les données collectées lors des échanges inter-régimes (EIRR) sont utilisées pour vérifier l'attribution et le montant des retraites de l'intéressé.

Circulaire CNAV n° 2014/39 du 12/06/2014 § 1

MINIMUM CONTRIBUTIF

Minimum contributif majoré

La pension de vieillesse au taux plein ne peut pas être inférieure à un montant minimum. Ce minimum global comprend :

- le minimum calculé compte tenu de la durée d'assurance ;
- la majoration au titre des périodes cotisées calculée à partir du minimum majoré ;
- le montant minimum auquel est portée, lors de sa liquidation, la pension de vieillesse au taux plein est fixé à **10 723,88 €** par an au 1^{er} janvier 2025.

Le minimum contributif et la majoration au titre des périodes cotisées sont calculés à la date d'effet. La comparaison avec le montant calculé de la retraite est faite une seule fois à cette date. Le minimum contributif majoré est ensuite revalorisé dans les mêmes conditions que les pensions.

Articles L. 161-23-1, articles L. 351-10 du Code de la Sécurité sociale

Seuls peuvent bénéficier de l'intégralité du montant minimum les titulaires d'une pension de vieillesse correspondant à une durée d'assurance accomplie dans le régime général de Sécurité sociale au moins égale à **150**, progressivement **172** trimestres :

- **150** trimestres pour les assurés nés avant 1944 ;
- **152** trimestres pour les assurés nés en 1944 ;
- **154** trimestres pour les assurés nés en 1945 ;
- **156** trimestres pour les assurés nés en 1946 ;
- **158** trimestres pour les assurés nés en 1947 ;
- **160** trimestres pour les assurés nés en 1948 ;
- **161** trimestres pour les assurés nés en 1949 ;
- **162** trimestres pour les assurés nés en 1950 ;
- **163** trimestres pour les assurés nés en 1951 ;
- **164** trimestres pour les assurés nés en 1952 ;
- **165** trimestres pour les assurés nés en 1953-1954 ;
- **166** trimestres pour les assurés nés en 1955-1956-1957 ;
- **167** trimestres pour les assurés nés en 1958-1959-1960 ;
- **168** trimestres pour les assurés nés entre le 01/01/1961 et le 31/08/1961 ;
- **169** trimestres pour les assurés nés entre le 01/01/1961 et le 31/12/1961 et nés en 1962 ;
- **170** trimestres pour les assurés nés en 1963 ;
- **171** trimestres pour les assurés nés en 1964 ;
- **172** trimestres pour les assurés nés à partir de 1965.

Durée minimum pour bénéficier de la majoration

La loi de financement de Sécurité sociale pour 2009 prévoit que pour les pensions prenant effet à compter du 1^{er} avril 2009, la majoration des périodes cotisées sera réservée aux assurés ayant une durée d'assurance cotisée au moins égale à **120** trimestres. Cette durée d'assurance sera appréciée en prenant en compte tous les régimes obligatoires de base et complémentaires légalement ou réglementairement obligatoires. Pour apprécier la durée minimale, le nombre de trimestres retenu au titre de chaque année civile ne peut être supérieur à **4**.

Article L. 351-10 du Code de la Sécurité sociale

Article D. 351-2-2 du Code de la Sécurité sociale

Décret n° 2008-1509 du 30 décembre 2008

DATE D'EFFET DE LA PENSION

Le point de départ de la retraite est choisi par l'assuré. Il est fixé le 1^{er} jour d'un mois et ne peut pas se situer avant :

- la date de dépôt de la demande ;
- et l'âge auquel l'assuré a droit à une pension de vieillesse.

Si la demande est déposée le 1^{er} jour d'un mois, le point de départ peut être fixé le jour du dépôt sur demande de l'assuré. Si l'assuré n'indique pas le point de départ, il est fixé le 1^{er} jour du mois qui suit la date de réception de la demande.

*Articles R. 351-34 et R. 351-37 du Code de la Sécurité sociale
Lettre CNAV du 18 mars 1997*

L'assuré né le 1^{er} jour d'un mois satisfait à une condition d'âge dès le jour de son anniversaire.

Circulaire 82/74 du 6 août 1974

DATE DE NAISSANCE INCONNUE

Pour l'assuré dont le mois de naissance est inconnu, il est retenu comme date de naissance le 31 décembre de l'année considérée.

Instruction générale relative à l'état civil du 2 novembre 2004

Exceptions : assurés turcs et grecs

- Turquie : le Code civil turc prévoit en son article 59 :
 - la date de naissance n'indique que l'année de naissance sans le mois et le jour : retenir le 1^{er} juillet de l'année de naissance comme point de départ dans le calcul de l'âge,
 - la date de naissance n'indique que l'année et le mois de naissance sans le jour : retenir le premier jour du mois de naissance comme point de départ dans le calcul de l'âge ;
- Grèce : la loi n° 1846 - Article 10, alinéa 5 prévoit :
 - la date de naissance n'indique que l'année de naissance sans le mois et le jour : retenir le 1^{er} juillet de l'année de naissance comme point de départ dans le calcul de l'âge,
 - la date de naissance n'indique que l'année et le mois de naissance sans le jour : retenir le premier jour du mois de naissance comme point de départ dans le calcul de l'âge.

Personnes naturalisées françaises dont seule l'année de naissance est connue

La date de naissance retenue, pour les demandes d'acquisition de la nationalité déposée avant le mois de janvier 2005, est fixée au 1^{er} janvier.

Pour les demandes d'acquisition de la nationalité française par décret ou par déclarations déposées à compter du 1^{er} janvier 2005, la date du 31 décembre de l'année de naissance doit être retenue.

Cette mention de la date de naissance sera à apposer sur les actes de naissance et de mariage des étrangers devenus français.

Circulaire CNAV n° 2006/13 du 7 février 2006

NOTIFICATION DE RETRAITE

Pour l'attribution de la pension, la Caisse d'Assurance Vieillesse adresse au retraité :

Une «*Notification de retraite - Extrait d'inscription au registre des pensions*».

Cette notification comporte tous les éléments nécessaires aux caisses primaires d'assurance-maladie pour déterminer le droit à l'assurance-maladie.

CARACTÈRE DÉFINITIF

La caisse d'assurance retraite et de la santé au travail ou la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Strasbourg, suivant le cas, notifie à l'intéressé sa décision portant soit attribution d'une pension ou rente, soit droit au versement forfaitaire prévu à l'article L. 351-9. Le décret prévu à l'article L. 256-2 fixe les conditions de délivrance de l'extrait d'inscription, les modalités de paiement des arrérages ainsi que les règles applicables en matière d'opposition.

Il indique également les conditions dans lesquelles est effectué le paiement aux ayants droit de l'assuré des arrérages des pensions ou rentes afférents à la période antérieure à la date du décès de ce dernier. Les caisses débitrices peuvent opérer d'office et sans formalité les retenues sur les arrérages des pensions, rentes et avantages accessoires pour le recouvrement des sommes payées indûment aux titulaires. Les sommes retenues ne peuvent excéder la fraction saisissable, telle qu'elle résulte de l'application de l'article L. 355-2. En cas de rejet de la demande, la notification doit préciser les conditions administratives ou médicales qui ont motivé cette décision. La décision peut être contestée dans les formes et les délais prévus en matière de contentieux général de la Sécurité sociale. Après l'expiration du délai de recours contentieux, les parties ne peuvent, hors les cas prévus par la loi, modifier les bases de calcul de la pension.

La pension vieillesse ne revêt un caractère définitif que lorsque son attribution a fait l'objet d'une décision de l'organisme dûment notifiée à l'assuré et non contestée en temps utile.

Cass 2^e civile 3 novembre 2016 n° 14-26.188

ALLOCATIONS FRANCE TRAVAIL ET LIQUIDATION DE PENSION

La loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites prévoit, en ses articles 18 et 20, le relèvement progressif de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension, et de l'âge d'obtention d'une pension au taux plein, pour les assurés nés à partir du 1^{er} juillet 1951).

L'article 32 de cette même loi adapte les dispositifs relatifs à l'indemnisation des travailleurs involontairement privés d'emploi à ces mesures de relèvement des âges de la retraite.

Principe

Avant la loi portant réforme des retraites, l'article L. 5421-4 du Code du travail précisait que le revenu de remplacement cessait d'être versé :

- aux allocataires âgés de soixante ans et plus justifiant de la durée d'assurance requise pour l'ouverture du droit à une pension de vieillesse à taux plein ;
- aux allocataires atteignant l'âge de soixante-cinq ans.

LIQUIDATIONS & PAIEMENTS

DEMANDE DE RETRAITE : JUSTIFICATIFS DES PÉRIODES À VALIDER

Les pièces à joindre obligatoirement à la demande diffèrent en fonction des types de périodes à prendre en compte.

Périodes au cours desquelles l'agent a cotisé à l'IRCANTEC

«Attestation de cessation de cotisations» remplie par chaque employeur qui a fait cotiser au cours des trois années précédant la présente demande.

Services dont le participant demande la validation

«État des services à valider» rempli par l'employeur de l'époque :

- si celui-ci a disparu, joindre toute pièce justificative de l'emploi ;
- si les services, dont la validation est demandée, ont été effectués en qualité de titulaire ayant quitté son emploi sans droit à pension, demander à l'employeur d'établir un «état des services» spécifique.

Périodes de chômage suivant une activité IRCANTEC

- photocopie du décompte de versement des indemnités de chômage,

ou

- photocopie d'attestation de versement d'une allocation pour perte d'emploi délivrée par la collectivité ou l'organisme employeur et photocopie de la carte de demandeur d'emploi.

Si ces périodes sont interrompues par une période d'activité, le signaler.

Période d'activité partielle

Les éléments de salaire et d'indemnisation liés à l'activité partielle figurent sur l'attestation d'indemnisation que l'employeur doit communiquer à l'IRCANTEC.

Périodes de maladie suivant une activité IRCANTEC

- photocopie du décompte de versement des prestations en espèces de la Sécurité sociale.

Si ces périodes sont interrompues par une période d'activité, le signaler.

Périodes d'invalidité imputables à un accident du travail ou à une maladie professionnelle lors d'une activité IRCANTEC

- photocopie de notification de la rente et des révisions éventuelles de celle-ci.

Autres périodes d'invalidité lors d'une activité IRCANTEC

- photocopie de la notification de la pension d'invalidité et des révisions éventuelles de celle-ci.

Cas particulier des médecins hospitaliers

- arrêtés de nomination, procès-verbaux d'installation et arrêtés de reclassement ;
- attestation d'adhésion ou non au Fonds de solidarité si vous avez exercé dans un CHU.

Périodes de service militaire et de guerre

Pour toute demande de prise en compte par l'IRCANTEC, joindre obligatoirement :

- photocopie de «l'état signalétique et des services» ;

ou

- photocopie du livret militaire.

Périodes accomplies durant les événements d'Algérie et considérées comme des périodes de service militaire

- pour les engagés volontaires de la guerre 1939-1945 : joindre le relevé de reconstitution de carrière (ARRCO ou autre) ;
- pour les médecins : fournir une attestation de la CARMF précisant que les périodes militaires ne sont pas susceptibles d'être prises en compte.

DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE DE LA RETRAITE

Le départ de l'allocation retraite est fixé au plus tôt au premier jour du mois qui suit la demande. Lorsque la demande de retraite intervient après la date d'ouverture du droit l'allocataire peut bénéficier des arrérages correspondant à l'année au cours de laquelle il a déposé sa demande ainsi qu'aux années antérieures, dans la limite de 4 ans.

À compter du 1^{er} janvier 2011, le rappel d'arrérages est limité aux 6 mois précédant la liquidation de la pension.

Article 17, avant dernier alinéa - Arrêté du 30 septembre 1970 modifié

RÉVISION DES PENSIONS

En cas d'erreur matérielle dûment constatée, le nombre de points inscrit au compte du participant est rétabli sans délai par l'IRCANTEC soit à son initiative, soit à la demande de la collectivité employeur ou de l'intéressé.

En cas d'erreur de droit, il en est de même dans un délai maximum d'un an après la liquidation des droits.

Article 3 - Arrêté du 18 octobre 1999 - JO du 26 octobre